

La religion du chiffre

Les gardiens du temple

Dans son discours prononcé le 14 septembre 2009 à l'occasion de la présentation des conclusions du rapport de la Commission de mesure de la performance économique et du progrès social (Commission Stiglitz), le Président Sarkozy a fustigé la religion du chiffre :

"Nous avons construit une religion du chiffre. Nous nous y sommes enfermés. Nous commençons à apercevoir l'énormité des conséquences de cet enfermement."

Comme la Commission Stiglitz avait pour mission de trouver des mesures alternatives au PIB, certains ont assimilé la comptabilité nationale à la religion du chiffre et ont voulu voir dans les comptables nationaux les "gardiens du temple".

Pourtant, les comptables nationaux sont bien loin de sacraliser les chiffres ! Car leur travail consiste précisément à les désacraliser, à en étudier le sens, à évaluer leurs limites, à les confronter les uns aux autres afin de faire apparaître leurs incohérences, à les corriger ou les redresser, à les compléter. Ils savent par leur expérience quotidienne que les chiffres peuvent mentir, ils savent qu'une société ne se dévoile qu'avec réticence et jamais totalement, ils savent qu'il ne suffit pas de poser une question pour obtenir une réponse et qu'une réponse ne reflète pas toujours la réalité, ils savent que l'erreur est humaine et que tout chiffre peut être faux.

Les comptables nationaux vivent dans cette réalité et s'ils s'expriment sous forme de chiffres c'est qu'ils étudient l'économie et que, depuis l'invention de la monnaie, celle-ci réduit tout à des chiffres. Donc, s'il fallait s'exprimer en termes religieux, ce n'est certainement pas le PIB qu'il faudrait qualifier de Dieu mais bien plutôt la monnaie, c'est-à-dire l'argent. Ce n'est certainement pas pour le PIB que les hommes sont prêts à se massacrer, à trahir leurs idéaux. S'il y a une religion c'est donc bien plutôt celle de l'argent que celle du chiffre, ou si l'on préfère s'exprimer en termes plus économiques, c'est de religion du marché qu'il s'agit.

Mais les comptables nationaux ne sont pas les prêtres de cette religion, ils ne le sont pas parce que leur discipline, la comptabilité nationale, associe deux réalités fort différentes : la comptabilité et la nation. Or ces deux concepts renvoient à des logiques opposées. La comptabilité appartient au monde du marché, c'est-à-dire à celui des échanges monétaires, aux échanges qui ne reposent sur aucun lien social et qui n'en créent aucun, à une logique où prime la satisfaction des besoins individuels. La nation renvoie au contraire à des liens sociaux, à la nécessité de l'action collective. Si l'on voulait s'exprimer en termes religieux, on pourrait dire que les grandes religions considèrent traditionnellement que les règles qui permettent aux hommes de vivre ensemble sont l'émanation de Dieu et que les désirs individuels, sources de conflit, sont l'émanation du Diable. Pour les tenants de la religion du marché, c'est le contraire. Puisque les désirs individuels sont le moteur de l'économie marchande, ils sont considérés comme l'émanation de Dieu, l'action collective qui peut s'y opposer, c'est-à-dire tout particulièrement l'Etat, comme l'émanation du Diable.

Si le PIB a pris une telle importance de nos jours ce n'est pas à la suite d'une action de lobbying des comptables nationaux ou de quiconque, ce n'est pas parce que les questions sociales sont considérées peu importantes par les économistes ou les responsables politiques, c'est pour une raison objective très simple : dans les sociétés modernes l'homme ne peut satisfaire ses besoins primaires que par l'intermédiaire de la monnaie. Sans argent il est tout simplement impossible de se nourrir, de se vêtir et de se loger, il n'est même pas possible de maintenir le cercle de ses amis. L'intégration de l'homme dans la société passe d'abord par son intégration dans l'économie monétaire. Aussi, si vous demandez à quelqu'un comment vous pouvez l'aider à améliorer son

bien-être, vous risquez fort d'entendre la réponse suivante : "Si vous voulez améliorer mon bien-être, augmentez mon revenu, je m'occupe du reste."

Qu'est-ce que mesurer ?

Compter c'est d'abord établir une relation d'équivalence entre des objets différents. Ainsi, lorsqu'on apprend à un enfant à compter sur ses doigts, on lui demande de considérer que tous ses doigts sont équivalents, puis que ses doigts sont équivalents à ses billes, que ses billes sont équivalentes à des personnes. Tous les enfants n'acceptent pas aussi facilement ces équivalences, ce qui peut leur causer des difficultés de calcul. Cette mise en équivalence permet de considérer une multitude d'objets différents comme un seul et donc à l'esprit humain, dont les capacités sont limitées, de les saisir, de les comprendre, d'agir sur eux.

Dans le domaine économique, cette mise en équivalence est fondamentale pour le fonctionnement du marché car elle permet une négociation globale et non unité par unité. Ainsi, le marché du blé ne se serait jamais développé s'il avait fallu négocier individuellement le prix de chaque grain. Si les échanges sur le blé sont possibles c'est parce que tant le vendeur que l'acheteur acceptent de considérer que tous les grains sur lesquels porte la transaction sont équivalents. Il est alors possible de négocier sur la base d'un échantillon et de déterminer des quantités sur lesquelles portera l'échange.

Cette mise en équivalence de différents objets a permis de définir des notions de qualité et de quantité. La qualité d'un produit est ainsi l'ensemble des caractéristiques communes à toutes les unités de ce produit et la quantité est le nombre d'unités considérées. Mais en définissant la qualité on fixe une liste de caractéristiques qui précise non seulement ce qui est commun à toutes les unités, mais également en quoi elles peuvent différer, c'est-à-dire par toutes leurs caractéristiques qui ne figurent pas dans la liste et qui sont considérées comme peu importantes. Par exemple, on ne demande pas nécessairement que tous les grains de blé aient la même forme s'ils doivent être transformés en farine. Mais la forme des grains peut être importante pour d'autres utilisations. Ainsi, la liste des caractéristiques qui doivent être communes à toutes les unités d'un produit n'a rien d'absolu, de scientifique, elle est liée à l'utilisation du produit.

Mesure du bonheur et comptabilité nationale

On retrouve cette même problématique dans le domaine politique. Ainsi, les premières opérations statistiques furent des recensements de population. Leur but s'inscrivait dans la perspective d'une action future. Le souverain pouvait chercher à savoir de combien d'hommes il pourrait disposer dans le cas d'une guerre, il pouvait également vouloir connaître la richesse de ses sujets dans le but de déterminer quels impôts il pouvait prélever. Dans les deux cas, l'utilisation de statistiques n'était possible que parce que, du point de vue du souverain, tous les sujets d'une même catégorie étaient considérés équivalents, et cela indépendamment de toutes leurs caractéristiques particulières, c'est-à-dire de tout ce qui faisait d'eux des individus uniques au monde.

Peut-on aujourd'hui étendre l'usage des statistiques pour aider les responsables politiques à faire le bonheur des hommes ? C'est ce que semble suggérer la Commission Stiglitz. Il est vrai que depuis les philosophes grecs de l'Antiquité, la recherche du bonheur est considérée par beaucoup comme l'une des motivations fondamentales des hommes, la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis la plaçant même au rang de droit inaliénable. Cependant, la recherche du bonheur n'a pas été reprise par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, certainement parce que le bonheur n'est pas universellement reconnu comme la finalité de l'homme et qu'il s'oppose à d'autres valeurs comme l'honneur ou le sens du devoir. Dans ces

conditions, la recherche du bonheur n'est qu'une option parmi toutes les finalités que peuvent s'assigner les hommes. D'une manière plus fondamentale, le bonheur est une valeur individuelle qui peut éventuellement entrer en conflit avec des valeurs collectives comme la morale. Le rapport de la Commission Stiglitz soulève donc deux questions :

- **Le bonheur ou le bien-être d'une société est-il mesurable ?**
- **La recherche du bonheur peut-elle être un objectif des politiques publiques ?**

Le bonheur d'un individu est-il mesurable ? Les experts de l'économie du bonheur ne vont généralement pas aussi loin mais ils pensent que les individus peuvent comparer leurs perceptions du bonheur, les classer, et leur donner une note qui va généralement de zéro à dix. De nombreuses études sur le bonheur reposent ainsi sur les résultats d'enquêtes où l'on demande aux enquêtés de noter leur bonheur. Mais, quel que soit l'intérêt de ces enquêtes, même si l'on accepte l'idée que la note reflète effectivement le niveau de bonheur d'un individu, leur utilisation pour la mesure du bonheur de la société se heurte toujours à la question du passage du niveau individuel au niveau collectif, c'est-à-dire à celle de la mise en équivalence de situations individuelles. Par exemple, si un individu voit sa note passer de 4 à 3 d'une enquête à la suivante et si un autre individu voit passer sa note de 8 à 9, le bonheur de la société est-il stable, amélioré ou dégradé ? Personne ne peut répondre à cette question de manière objective.

L'expert qui prétend mesurer le bonheur de la société devra donc nécessairement prendre des décisions qui lui sont tout à fait personnelles. Un autre expert qui travaillerait indépendamment prendrait à coup sûr des décisions différentes, si bien qu'on peut s'attendre à autant d'indicateurs de bonheur de la société qu'il y a d'experts. Pour parvenir à un indicateur unique on peut, bien entendu, obliger les experts à collaborer et à se mettre d'accord sur un même indicateur, mais cela soulève deux questions : quelle valeur scientifique peut-on accorder à cet indicateur ? Peut-on fonder des politiques publiques sur des indicateurs qui ne représentent que les préférences des experts qui les ont créés et non celles de l'ensemble des citoyens ?

La question de la mesure du bonheur pose aussi celle du rôle de la statistique. Nietzsche pensait que le bonheur était impossible sans l'oubli et considérait la recherche du bonheur comme une fuite devant le tragique de la vie. Si le but de la statistique est d'éclairer, ne va-t-elle pas nécessairement à l'encontre du bonheur ? Le bœuf dans son pré peut être parfaitement heureux s'il ignore qu'il sera conduit le lendemain à l'abattoir. Le but de la statistique est-il de mesurer son bonheur ou de l'avertir du danger qui le menace ?

Plus fondamentalement encore, la mesure du bonheur pose la question de la place à donner à l'action collective. Le bonheur est une notion qui renvoie à l'individu, la comptabilité nationale étudie des collectivités, vouloir passer de la comptabilité nationale à la mesure du bonheur c'est implicitement donner moins d'importance à l'action collective. Cela peut sembler pertinent dans le cadre d'une économie mondialisée mais la mondialisation a-t-elle réellement fait disparaître les logiques nationales ?

Le citoyen d'un pays plus que millénaire peut penser que les vieilles nations n'oublient jamais leur histoire, ni leurs gloires ni leurs humiliations, ni leurs victoires ni leurs défaites. Il ne peut que constater que si de nombreux pays ont renoncé à peser sur les marchés mondiaux, ce n'est pas le cas de tous. Il peut penser que, pour ces derniers, l'économie constitue une arme redoutable lorsqu'elle va de pair avec la puissance militaire. Il peut penser que lorsque le dominant cherche à associer le dominé à son pouvoir, il annonce plus souvent l'inversion des rapports de domination que leur fin. Il peut se demander quelles en seraient les conséquences pour son propre pays. Il peut alors se dire qu'en ces temps lourds de menaces la comptabilité nationale lui sera plus utile qu'une mesure du bonheur.

Ce texte n'engage que son auteur : Francis Malherbe